

*Les subsides*

à protéger au maximum les intérêts des Canadiens. Compte tenu de ce qui s'est passé dans le domaine des pêcheries, de l'agriculture, des produits forestiers et de l'acier, sans compter cette guerre qui vient d'être entreprise sur les droits de douanes, monsieur le Président, la conclusion est bien simple, c'est que ce gouvernement a failli à la tâche et la majorité de cette Chambre devrait se prononcer en faveur de cette motion.

[Traduction]

**M. McCain:** Monsieur le Président, j'ai quelques questions que j'aimerais poser.

Je commencerai par faire une brève remarque préliminaire. J'ai entendu parler pour la première fois de libre-échange à la Chambre des communes à Ottawa quand l'idée a été lancée par un résident de Vancouver qui se trouve être un représentant de l'Opposition officielle à l'autre endroit. J'ai trouvé que ce n'était pas une mauvaise idée, puisque je viens de la région de l'Atlantique, et qu'il faudrait la poursuivre. La région de l'Atlantique a connu en réalité deux périodes de prospérité, la première durant la révolution industrielle au Royaume-Uni alors que nous avions libre accès aux marchés du Royaume-Uni pour n'importe quel produit de la région, et la seconde, durant la période où le Canada a joui de la réciprocité avec les États-Unis. Nous n'avons jamais connu la prospérité quand nous avons dû commercer avec l'Ouest. L'Ouest non plus n'a pas été aussi prospère qu'il aurait pu l'être autrement quand il doit commercer avec l'Est.

Les régions canadiennes sont ainsi placées qu'elles font leur commerce par eau, selon le mode de transport le plus économique, ou dans un axe nord-sud, vers le plus proche marché pour nos produits. Du point de vue des provinces atlantiques, il y a beaucoup de mérite à tenter de négocier le libre-échange comme le proposait ce membre éminent de l'autre endroit et comme on en discute constamment de façon constructive dans le cadre des relations entre le Canada et les États-Unis au sein de l'association canado-américaine des parlementaires.

J'ai maintenant quelques questions. Pourquoi le Canada se trouve-t-il dans une situation telle qu'il lui est impossible de réagir devant cette difficulté ou devant pratiquement toute autre difficulté où il se trouve actuellement sans devoir accorder des compensations au pays contre qui les mesures de représailles sont prises? Comment en sommes-nous arrivés là? Pourquoi, en entrant dans les négociations du GATT vers la fin des années 40, nous sommes-nous ainsi acculés au pied du mur? Pourquoi avons-nous signé un accord laissant en place une loi américaine qui dit sans équivoque que le gouvernement peut absolument imposer une surtaxe s'il estime qu'un secteur quelconque de ce pays est menacé? Pourquoi avons-nous signé ce document? Pourquoi avons-nous perpétué ce document dans la poursuite des négociations passées?

Je voudrais bien que mes vis-à-vis répondent à ces questions. Comment peut-on s'attendre à ce que nous prenions place à la Chambre et que nous lavions devant la télévision tout le linge sale que le Canada peut avoir accumulé dans le domaine du commerce international, quand ceux qui s'efforcent d'améliorer la situation du Canada dans le cadre de négociations commerciales méritent un certain respect? Pourquoi agissons-nous

ainsi? Nous ne pouvons pas conduire des négociations internationales du parquet de la Chambre. Puisque le parti qui a constitué longtemps l'ancien gouvernement ne l'a jamais fait, pourquoi tient-il tant à ce que nous le fassions maintenant?

Les gens des provinces de l'Atlantique se sont plaints de droits additionnels sur le poisson. Pourquoi, je vous le demande, les députés qui sont d'anciens ministres et qui représentent les provinces de l'Atlantique n'ont-ils jamais rien dit? Pourquoi n'ont-ils pas fait attention aux groupes organisés américains qui se plaignaient quand nous avons mis sur pied la société socialiste disposant d'une réserve illimitée de crédits du fisc pour exporter du poisson vers les États-Unis? Pourquoi? Pourquoi accusons-nous maintenant le gouvernement actuel d'actes dont les Canadiens doivent aujourd'hui payer les conséquences? Pourquoi? Ce sont des questions dont l'Opposition n'a pas tenu compte. Elle n'en a tenu strictement aucun compte dans toutes ses interventions d'aujourd'hui.

Pourquoi avons-nous adhéré au GATT? Pourquoi avons-nous signé un traité avec un pays quel qu'il soit, par exemple la Communauté économique européenne, sans y interdire les exportations de produits agricoles vers le Canada ou permettre au Canada de surtaxer ces exportations? Pourquoi l'avons-nous fait? Pourquoi nous plaignons-nous maintenant?

Si vous prenez un verre de jus de pomme reconstituée aujourd'hui, il est probablement arrivé là de la Communauté économique européenne au détriment du commerce canadien.

J'ai une dernière question. Pourquoi, dans nos transactions avec le GATT, avons-nous accepté les produits subventionnés de l'Europe, au point que nous avons du vin qui arrive au Canada pour moins que le coût des bouteilles, alors que grâce aux négociations de l'ancien gouvernement libéral depuis la fin des années 40, nous nous sommes interdit toute possibilité de représailles contre ces produits sans indemniser la Communauté économique européenne? Nous sommes coincés à gauche, à droite et au centre par les précédentes négociations. Admettons-le franchement et honnêtement.

[Français]

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, je ne sais trop par quel bout prendre l'ensemble des questions qui ont été posées, puisqu'elles étaient un peu contradictoires . . .

● (1740)

[Traduction]

La première partie de ma réponse . . .

**M. McCain:** Aucune ne contredit l'autre.

**M. Gauthier:** Laissez-le répondre.

**M. Garneau:** Le député dit qu'il n'y a pas de contradiction. Je voudrais lui répéter ce que disait son chef quelques mois avant les élections. Il disait que des négociations de libre-échange avec les États-Unis seraient comme dormir avec un éléphant. S'il se retourne vous êtes mort. Il ajoutait: «Je vais vous dire quand il se retournera. Ce sera en période de dépression économique.» Ma réponse sera de demander au député s'il serait heureux d'avoir, au minimum, la situation qui existait dans l'est du Canada avant que son parti ne prenne le pouvoir? Alors, il n'y avait pas de droits sur le poisson et pas non plus sur le porc.